

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

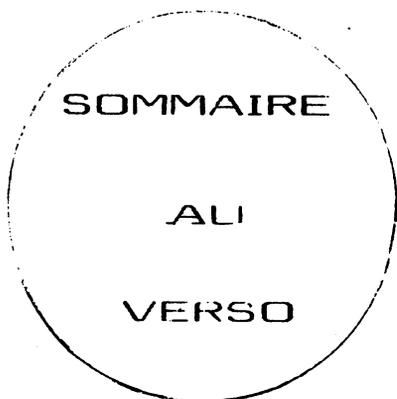
LE 19 OCTOBRE 1987

N° 165

PRIX : 3 FF



BURKINA



SOMMAIRE

ALI

VERSO

LA MORT DE SANKARA

EST-ELLE UNE PERTE

POUR LES EXPLOITES ?

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- Burkina : Sankara ne combattait pas l'impérialisme.

Pages 4 et 5

- Mauritanie : la répression continue

page 6

- Côte d'Ivoire : 20 ans de prison pour les petits voleurs, combien pour les "grands" voleurs ?

- Tchad : les experts à côté de leurs pompes
- PCF : une action spectaculaire contre une expulsion

Page 7

- BIAO-Montreuil : "votre argent m'intéresse"

Pages 7 et 8

- il y a 20 ans, l'assassinat de Che Guevara

Pages 8, 9, 10 et 11

- il y a 40 ans, la grève des cheminots de l'AEF

ABONNEMENT

-voir page 11



é d i t o r i a l

BURKINA FASO

LA MORT DE SANKARA EST-ELLE UNE PERTE POUR LES EXPLOITES?

Le 11 octobre dernier, à Ouagadougou, Sankara a été tué au cours d'un coup d'Etat organisé par son propre bras droit, Blaise Compaoré au bout de quelques heures de combat.

La mort de Sankara a touché l'immigration africaine, au-delà des ressortissants Burkinabés. Car Sankara semblait représenter pour eux une certaine fierté face aux puissances occidentales. De plus il apparaissait comme quelqu'un de plus intègre par rapport aux dictateurs africains pourris.

Au Burkina même, la population n'était pas intervenue pour défendre le régime de Sankara. L'aurait-elle voulu qu'elle ne pouvait d'ailleurs le faire parce qu'elle n'était pas armée. Sankara faisait confiance à son armée et non à la population. Et c'est bien là le problème.

Sankara voulait peut-être donner une certaine dignité à son peuple. Mais il ne faisait pas assez confiance à son peuple pour lui donner des armes.

Même si un chef est l'incarnation de son peuple, celle-ci ne peut être que vulnérable. Mais si tout un peuple a les moyens de se défendre lui-même, de prendre en main son propre destin, cela peut changer complètement les choses.

Sankara était peut-être un dictateur honnête mais il était tout de même un dictateur paternaliste. Et en tant que tel, il n'a fait que créer des illusions. De plus la dignité d'un peuple n'est pas simplement le fait que certains chefs osent tenir tête à l'impérialisme. C'est aussi avoir des conditions de vie décentes, vivre autrement et non dans une misère sans fond, comme cela est le cas de la majorité de la population burkinabé.

Sankara aurait-il voulu changer les choses et assurer une autre vie à son peuple qu'il ne le pouvait pas. Il n'y a pas d'amélioration possible de la vie de toute la population dans le seul cadre du Burkina Faso.

Bien d'exploités voyaient peut-être en lui quelqu'un qui pouvait leur apporter quelque chose. Mais il ne sert à rien de mettre ses espoirs dans un homme quels que soient son dévouement, sa valeur et son intégrité. Il faut que les exploités se disent qu'il n'y a pas de sauveur suprême pour eux et qu'il n'y en aura jamais. Car il n'y a qu'eux-mêmes qui peuvent changer collectivement leur sort.

Mais pour cela il faut toucher à la racine du mal qui fait que des millions d'êtres en Afrique n'ont pas droit à la dignité. Tout le monde sait qu'il y a un besoin urgent, une nécessité d'un changement radical. Nous avons vu que le simple comportement apparemment honnête de Sankara a suscité beaucoup de

sympathie. Mais si tous les exploités décidaient de lutter pour changer leur sort eux-mêmes, cela susciterait des sympathies d'une toute autre ampleur, cela provoquerait un enthousiasme formidable et donnerait l'envie de faire pareil, de suivre l'exemple.

Alors oui, dans ce cas, le visage de l'Afrique pourrait changer.

BURKINA : SANKARA NE COMBATTAIT PAS L'IMPERIALISME

A son arrivée au pouvoir en 1983 à la suite d'un coup d'Etat dirigé par Blaise Compaoré, celui-là même qui vient de l'assassiner, Thomas Sankara prétendait se réclamer d'une éthique différente. A l'instar d'un autre militaire, Jerry Rawlings, le président du Ghana, il se voulait, lui aussi, "différent" de ses prédécesseurs et des autres dirigeants de l'Afrique tels que les Mobutu, Bongo, Houphouët etc, dont il critiquait la corruption, le népotisme, la soumission aux anciennes puissances coloniales.

Son régime a pris et appliqué certaines mesures qui, il est vrai, ont fait plaisir, tout au moins à ses débuts, non seulement à l'intérieur du Burkina, mais même dans d'autres pays de l'Afrique. Il s'est singularisé par un certain type de comportement qui suscitait la sympathie des petites gens habituées à subir le luxe insolent dans lequel vivent les hommes politiques africains en général. Sankara n'hésitait pas par exemple à se mêler à la vie de tous les jours des gens de Ouaga; il jouait au foot-ball, participait à des compétitions sportives. Avec son régime, finie l'époque des Mercedes et autres belles voitures mises à la disposition des responsables politiques. Le président du Faso et ses ministres roulaient en R5.

Pour éviter l'excès des privilèges, le pouvoir de Sankara a baissé les gros salaires et même ceux des petits fonctionnaires, sous prétexte d'austérité; il a prélevé en 1985 un mois de salaire aux hauts fonctionnaires ainsi qu'un demi-mois pour les petits salaires. L'indemnité de logement des fonctionnaires et salariés du secteur public était reversée dans les caisses de l'Etat à qui, par ailleurs, revenaient les loyers industriels et commerciaux, au détriment des propriétaires. En 1985, pendant toute l'année, tous les logements à usage d'habitation étaient décrétés gratuits.

Au cours de cette même année, a été mise sur pied une "Commission du Peuple Chargée de la Prévention contre la Corruption" devant laquelle Sankara, ses ministres et les autres hauts fonctionnaires du pays, tant politiques que militaires, ont dû passer pour déclarer en détail et en public les biens qu'ils possédaient.

Cependant, toute cette politique, aussi "différente" et spectaculaire qu'elle veuille paraître, n'était pas moins une politique inspirée d'en haut et imposée à la masse des populations pauvres à qui on ne demandait qu'à obéir. Dans tous les cas, c'était une politique dont les limites étaient évidentes car, même s'il le voulait, Sankara ne pourrait pas mettre fin aux privilèges et à la corruption parce que les populations n'avaient aucun contrôle sur cette politique.

Ce n'était d'ailleurs pas la préoccupation de Sankara que d'impliquer les pauvres du Burkina à la gestion de leurs propres affaires. C'est pourquoi, malgré les discours, dans les campagnes du Burkina, les grands fonctionnaires, les différents agents de l'Etat, tels que les douaniers, les policiers, etc, continuaient à vivre sur le dos des populations soumises à une rude exploitation, comme partout ailleurs sur le continent africain.

Or, si le pouvoir était entre les mains des populations pauvres, si celles-ci étaient maîtresses de leur destin, les choses se passeraient autrement et d'une façon

réellement différente cette fois-ci. Les populations s'attaqueraient vraiment aux privilèges et à la corruption en élisant elles-mêmes leurs représentants qui seraient révocables à tout moment. Elles assureraient elles-mêmes la sécurité et les autres services et mettraient ainsi fin au système de fonctionnariat permanent entretenu aujourd'hui à leur détriment. Dans le domaine des impôts, elles ne traiteraient pas les nantis et les pauvres de la même façon, comme l'a fait Sankara; leur politique serait au contraire de faire payer ceux qui ont, qui possèdent plus que les autres, c'est-à-dire les riches.

Du point de vue des libertés démocratiques, le pouvoir de Sankara n'était pas différent de celui des autres dirigeants corrompus dont il prétendait se démarquer. Sur ce plan, sous son régime, on a même assisté à une régression dans ce pays. Auparavant, sous le régime de Lamizana par exemple, les luttes des travailleurs et des élèves avaient abouti à une liberté politique et syndicale relativement importante, avec la création des partis politiques et des syndicats indépendants du pouvoir.

Mais peu après son arrivée au pouvoir, Sankara a décrété l'interdiction des anciens partis politiques et des organisations syndicales existantes. Seules, des organisations dites "de masses" étaient autorisées, comme les CDR (Comités de Défense de la Révolution) qui étaient des organes créés par Sankara lui-même et qui tenaient lieu d'un parti unique caché sous le vernis de mouvement de masses.

Ces comités avaient un contrôle total sur la population, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Sous leur instigation, des centaines de personnes ont été emprisonnées pour "délit politique", d'autres, des fonctionnaires, renvoyés pour actes "anti-révolutionnaires". En 1984, 1300 enseignants ont été limogés pour fait de grève et cette année trois dirigeants syndicalistes dont Soumané Touré, secrétaire général de la Confédération Syndicale Burkinabé, ont été arrêtés sous prétexte d'actions "contre-révolutionnaires" alors que, face à la politique d'austérité de Sankara, ils venaient d'exprimer simplement le mécontentement et les revendications des salariés.

Sur le plan international, mis à part le verbiage radicaliste à moindre frais, la politique de Sankara n'était pas fondamentalement différente de celle de ses collègues de l'OUA avec lesquels il était en bonne intelligence et s'entendait à merveille. Il était l'ami et le frère de Bongo et autres Sassou Nguesso. Il ne combattait pas l'impérialisme, ne le gênait même pas. Toute sa politique se situait dans le cadre de l'exploitation et de la domination capitalistes.

Les pays impérialistes étaient contents de trouver en lui un dirigeant capable de créer un régime stable dont les orientations économiques étaient telles que même le FMI n'y trouvait rien à redire. Et tout compte fait, Sankara, tout "anti-impérialiste" qu'il fût, convenait fort bien aux puissances impérialistes qui dictent les lois de ce monde pourri.

MAURITANIE : LA REPRESSION CONTINUE

Tout récemment, en Mauritanie, 8 personnes ont été arrêtées et mises en prison. Le dictateur de Nouakchott les accuse d'être des malfaiteurs et d'avoir créé une association secrète pour endoctriner des jeunes mineurs. Cette fois-ci, les victimes ne sont pas des Négro-africains mais des Bidani, c'est-à-dire des Arabo-berbères.

Parmi les personnes arrêtées, il y a un avocat, un journaliste ainsi que des professeurs. En tenant compte des arrestations précédentes, cela fait plus de 20 personnes arrêtées depuis le début de l'année. Les galonnés de Nouakchott veulent ainsi interdire toute opposition aussi modérée soit-elle à leur régime. Hier, c'était le mouvement des Haratines et des Négro-africains qui était baillonné. Aujourd'hui, c'est le tour des Bidani.

De toutes les manières, ce n'est pas la répression qui pourra empêcher les gens de s'exprimer. Car en Mauritanie, comme ailleurs, le mécontentement est tellement grand que nos dirigeants ont peur de toute contestation. Ils savent qu'une petite goutte d'eau peut faire déborder le vase et que cela peut faire sauter leur pouvoir pourri construit sur une montagne de sable.

COTE D'IVOIRE:

20 ANS DE PRISON POUR LES PETITS VOLEURS. COMBIEN POUR LES "GRANDS" VOLEURS?

Le quotidien ivoirien "Fraternité Matin" du 27 septembre fait état dans sa rubrique "société" d'une arrestation de 5 voleurs. Ils ont été arrêtés à la suite d'un vol de 75000f CFA et 50 poulets. On aurait en outre trouvé dans leur domicile 3 pistolets et des fusils de chasse, entre autres. Et ils ont été condamnés à 20 ans de prison et à payer 1 million de francs CFA chacun.

Il est évidemment révoltant que des voleurs s'attaquent à des petites gens. Mais, il est encore plus révoltant de les voir condamnés à une telle peine, surtout que ceux qui les ont condamnés se montrent aux yeux de tous comme des arbitres quand on sait qu'il y a deux poids et deux mesures à leur justice.

Car, si cette justice était égale pour tous, il faudrait commencer par juger tous les corrompus qui se trouvent dans le gouvernement, à commencer par les dirigeants eux-mêmes qui détournent des fonds publics et imposent l'austérité et la vie dure à des millions de personnes.

D'ailleurs, ce n'est certainement pas l'arrestation de ces petits voleurs qui résoudra le problème de la délinquance. Car, ce qui pousse bien des gens à voler c'est la misère dans laquelle ils se trouvent. C'est donc à la misère qu'il faut trouver une solution. Ce n'est certainement pas le gouvernement qui y pourra quelque chose, quand on sait que c'est de cette misère que les bourgeois et les défenseurs du gouvernement vivent.

Quand est-ce que les prolétaires jugeront ces vrais voleurs?

* * * * *

LAC TCHAD : LES EXPERTS A COTE DE LEURS POMPES

En septembre dernier, des experts nationaux des pays riverains du Lac Tchad se sont réunis à N'Djaména pour discuter de la "démarcation définitive des frontières" entre les pays situés autour de ce lac.

En octobre 1986, une réunion de ce genre avait déjà eu lieu à Maroua au Cameroun, et les experts en question avaient estimé à près de 600 millions de FCFA le coût des travaux de démarcation des frontières et à 90 millions de FCFA celui de la cartographie.

Cette année, les experts se sont rendus compte que leurs estimations étaient trop élevées et c'est pour les réévaluer en baisse qu'ils se sont rencontrés à nouveau. Mais même s'ils donnent une autre estimation relativement peu élevée du coût des travaux à effectuer, on sait qu'en fait, comme cela se passe souvent, les frais réels dépasseront de loin leurs "prévisions".

Si ces messieurs veulent vraiment faire des économies, il y a une meilleure solution, plus simple et moins coûteuse qui est celle de supprimer carrément les frontières et d'exploiter en commun le Lac Tchad. Mais nos experts bornés ne voient pas cette solution.

UNE ACTION SPECTACULAIRE DU PCF CONTRE UNE EXPULSION

Dans la nuit du 13 au 14 octobre, des militants de la Jeunesse Communiste et du Parti Communiste ont réussi à empêcher l'expulsion d'un jeune Congolais. Ce dernier vivait chez son oncle pour faire ses études. Après bien des démarches à la préfecture pour obtenir la prolongation de la validité de sa carte de séjour, les autorités le lui ont refusé et elles ont accéléré la procédure d'expulsion.

C'est alors que des militants communistes sont intervenus à l'aéroport de Roissy pour l'enlever des mains de la police. Tant mieux si le Parti communiste réagit d'une manière radicale contre des injustices de ce genre. Cela prouve que les organisations de gauche, en particulier le Parti communiste, ont les moyens de réagir contre toutes formes d'injustice que les travailleurs immigrés subissent.

Si les organisations de gauche le voulaient, elles pourraient très bien s'opposer aux contrôles policiers devant les Foyers des travailleurs immigrés et empêcher ainsi des expulsions quotidiennes et massives comme celles des 101 Maliens, il y a un an. Elles pourraient, y compris par de telles actions, tenter de régulariser les "papiers" de ceux qui vivent clandestinement.

Et au-delà des problèmes particuliers des travailleurs immigrés, les organisations de gauche peuvent faire appel à la participation de l'ensemble des travailleurs de ce pays pour riposter contre toutes les mesures qui touchent leurs intérêts. Cela dit, même si l'opposition du Parti communiste à l'expulsion du jeune Congolais est juste une action spectaculaire, cela fait quand même plaisir. Mais ça ne suffit pas.

Car pour mener des actions de défense des opprimés d'une manière systématique, il faut un programme d'ensemble, une politique radicale contre la bourgeoisie. Or, ce que le Parti communiste fait est tout à fait symbolique, histoire de faire croire à ses militants et à nous qu'il défend les immigrés, les opprimés en France.

BIAO-MONTREUIL : "VOTRE ARGENT M'INTERESSE"

Une agence de la BIAO-Sénégal (Banque Industrielle de l'Afrique de l'Ouest) vient d'ouvrir ses portes à Montreuil. C'est la deuxième du genre après celle de BIAO-Mali installée à Bagnolet.

Les dirigeants de cette banque comme ceux du gouvernement et leurs griots du quotidien gouvernemental "Le Soleil" ont besoin de donner des raisons de cette initiative. Ils disent entre autres que c'est pour que l'argent "puisse s'investir dans les pays d'origine des travailleurs immigrés", ou bien, que c'est pour faciliter le transfert d'argent pour les immigrés qui rentrent définitivement au pays, ou encore que c'est pour remplacer le mandat-poste.

Ces gens-là disent toute sorte de baratins pour attirer l'argent des travailleurs. Ils poussent d'ailleurs le ridicule jusqu'à parler "d'épargne africaine" comme si l'argent a une couleur. C'est pourtant si simple de dire: "votre argent m'intéresse". Après tout, une banque c'est une banque. Ce qui compte pour eux, c'est l'argent, point. Que ces agences facilitent l'envoi d'argent aux familles d'immigrés qui sont au pays, c'est à voir. Surtout que la poste met des mois à faire parvenir un mandat.

Mais les premières raisons pour ses banquiers, c'est qu'à Montreuil, à Bagnolet et dans la région parisienne, il y a beaucoup de travailleurs immigrés. C'est donc le meilleur endroit pour grapiller l'argent des travailleurs. Alors, que ces gens-là ne nous parlent pas de "développement", quand on sait que le seul développement dont ils sont capables, c'est de se remplir les poches.

IL Y A VINGT ANS, L'ASSASSINAT DE CHE GUEVARA

Il y a vingt ans Ernesto Guevara, plus connu sous le surnom de "Che", était assassiné en Bolivie, où il menait la guérilla. Il avait d'abord été guérillero aux côtés de Fidel Castro pendant la lutte armée qui avait abouti au renversement en 1959 du régime pourri du dictateur Batista soutenu par l'impérialisme américain. Puis, après la victoire de la révolution cubaine, il était ministre de l'Industrie pendant cinq ans.

Mais Che Guevara avait abandonné les privilèges du pouvoir pour reprendre la guérilla dans un autre pays. Par son courage et son dévouement, Che Guevara était un vrai militant, un révolutionnaire. Mais on peut se demander dans quelle mesure ce qu'il avait tenté de faire pourrait être un exemple à suivre pour des pays pauvres comme l'Afrique.

La révolution que Che Guevara incarnait était une révolution nationale, il est vrai. Mais ce n'était pas une révolution des pauvres. Le choix politique de Che Guevara consistait à mener une lutte au nom du peuple et à sa place, au lieu d'aider ce peuple à se battre, à s'organiser lui-même afin de prendre en main son propre destin.

En effet la guérilla, même si elle se fait en s'appuyant sur la paysannerie, elle n'en reste pas moins une organisation indépendante de celle-ci. "La guérilla est indépendante, dans son action comme dans son organisation militaire, de la population civile; et elle n'a pas par conséquent à assumer la défense directe de la population paysanne", écrivait Régis Debray quand il était encore un partisan de Guevara.

Si une lutte armée est menée de façon "indépendante" de la population, sans aucun contrôle de celle-ci, une telle lutte ne peut qu'aboutir à un pouvoir sur lequel les masses n'ont aucune prise. Et c'est ce qui s'était passé avec le régime cubain que Castro et Che Guevara avaient mis en place, un régime où il n'y avait et il n'y a aucune liberté.

Certes, il y a eu des changements à Cuba. Sur le plan de l'alphabétisation, sur le plan sanitaire et, d'une manière générale, social, le régime cubain a réalisé ce qu'un régime nationaliste radical pourrait faire de mieux.

Mais le pays reste quand même pauvre, le régime toujours dictatorial. Le système capitaliste, basé uniquement sur le profit, ne laisse aucune possibilité d'un développement réel aux pays pauvres. C'est pourquoi, la voie choisie par Che Guevara et Castro ne peut pas être pour les exploités d'Afrique, pas plus d'ailleurs qu'elle ne l'a été pour ceux d'Amérique Latine, une voie pour leur émancipation.

La seule voie pour les classes pauvres de s'en sortir, c'est qu'elles renversent la bourgeoisie là où elles peuvent le faire et qu'elles cherchent à étendre la révolution dans les autres pays. Sans le renversement de la bourgeoisie, notamment au coeur même des pays capitalistes, sans une révolution prolétarienne internationale, il n'y a pas de salut possible pour les exploités et les opprimés.

IL Y A 40 ANS LA GREVE DES CHEMINOTS DE L'AOF

Le 10 octobre 1947, éclatait la grève des cheminots de l'AOF (Afrique Occidentale Française). Cette grève qui fut la plus grande de toute l'AOF, de par son ampleur et sa durée, a marqué l'histoire du mouvement ouvrier de l'Afrique de l'Ouest.

Elle a affecté les quatre réseaux qui constituaient l'ensemble des chemins de fer de l'AOF (Dakar-Niger, Bénin-Niger, Abidjan-Niger). Le contexte de la lutte, le fait qu'elle se passait dans les colonies, et les revendications des cheminots faisaient de cette grève une grève politique, mettant en cause les pratiques coloniales dans le domaine du travail, comme dans tous les autres domaines.

La principale revendication des cheminots était le "cadre unique", c'est-à-dire les mêmes statuts et les mêmes avantages pour les travailleurs africains et métropolitains. En effet, la Régie pratiquait la discrimination. Selon qu'on était africain ou français, on ne bénéficiait pas du même statut de cheminot. On n'avait pas les mêmes salaires, les mêmes caisses de retraite, les mêmes prestations sociales ni les mêmes emplois.

Et ce qui était vrai chez les cheminots, l'était aussi chez les autres catégories de travailleurs, comme dans l'ensemble de la population. D'un côté, il y avait les "indigènes" qui n'avaient aucun droit mais des "devoirs", et de l'autre, les "Français" qui avaient tous les droits et les privilèges que leur donnait leur statut de "blanc" colonisateur. L'égalité des droits entre "indigènes" et "métropolitains" était donc l'une des revendications les plus répandues parmi les travailleurs africains.

Les premières formes d'organisation existant à la veille de la 2ème guerre mondiale étaient encore des regroupements par catégories professionnelles dont les plus importants étaient ceux des fonctionnaires, des cheminots, des dockers et des mineurs. Ce n'est qu'en 1937, après la victoire du Front Populaire, que le droit syndical (jusqu'à là interdit, y compris pour les métropolitains) fut autorisé en AOF.

Mais dans les faits, ce droit était réservé aux seuls salariés de souche européenne. Il était obligatoire d'avoir un certain niveau scolaire pour exercer ce droit. Par exemple, il fallait avoir le CEP (Certificat d'Etudes Primaires) pour être responsable syndical. Ce qui était une manière hypocrite de pratiquer la discrimination pour écarter les travailleurs africains.

Car, avoir son CEP à cette époque-là pour un travailleur africain, c'était plus qu'une exception. Et même aujourd'hui, 40 ans passés, peu nombreux sont ceux qui ont le CEP dans la classe ouvrière de nos pays.

Mais même ce droit "théorique", accordé grâce à la lutte des travailleurs lors du Front Populaire en juin 36, allait être retiré durant toute la période de la 2ème guerre mondiale où les syndicats vont être interdits. Ils ne seront autorisés qu'à la fin de la guerre. Et à ce moment, un peu partout, le colonialisme français aura affaire à des mouvements de mécontentement, voire de révoltes.

A Sétif, en Algérie en 1945, une manifestation fut sauvagement réprimée. Ce sera le point de départ de la lutte pour l'indépendance. En 1946, Houphouët Boigny, à la tête d'un syndicat de planteurs, va fonder le RDA (Rassemblement Démocratique Africain) avec d'autres dirigeants comme Sékou Touré. Une année après, en Mars 1947, éclate la rébellion à Madagascar (près de 100.000 morts), tandis qu'en Indochine, le colonialisme français a affaire à la lutte armée menée par le Viet-Mihn.

C'est alors qu'éclate le 10 Octobre 1947 la grève des cheminots de l'AOF dont le point chaud est le réseau Dakar-Niger. La Régie, et avec elle l'administration coloniale, n'a pas hésité à utiliser la répression et l'intimidation pour faire reprendre le travail.

Voici ce qu'en dit P. Pewitte: "La Régie n'a en effet reculé devant aucun moyen pour faire repartir les trains: emprisonnement d'Ibrahima Sarré, secrétaire général du syndicat, amendes, perquisitions des locaux syndicaux, licenciements des grévistes, création d'un syndicat "maison", appel à l'armée, envoi de cheminots recrutés en France pour la circonstance, intimidations et pressions de toutes sortes et même accusation fallacieuse d'attentat lors de déraillement accidentel d'un train!"

Mais loin de démoraliser et d'intimider les cheminots grévistes, l'attitude de la Régie va au contraire renforcer leur détermination. Si les grévistes du Dakar-Niger ont tenu plusieurs mois dans leur lutte, sans aucune indemnité, c'est grâce à la popularité de leur combat qui a suscité la sympathie de la population.

Les cheminots ont su, à travers leurs familles, tisser des liens de solidarité avec les paysans notamment, qui leur venaient en aide en leur apportant de la nourriture pour tenir. Les femmes aussi n'ont pas hésité à leur venir en aide en organisant le ravitaillement.

Finalement la lutte n'était pas que celle des cheminots mais de tous ceux qui avaient quelque chose à exprimer contre le colonialisme. Les cheminots étaient fiers de leur lutte et la population fière de les soutenir. Et Sembène Ousmane a, entre autres, bien décrit l'atmosphère de solidarité des couches populaires dans son roman "Les Bouts de Bois de Dieu".

Le 5 janvier 1948, les cheminots d'Abidjan-Niger reprennent le travail, mais ceux de Dakar-Niger tiendront jusqu'au 19 Mars 1948, c'est-à-dire plus de 5 mois de grève. Même si la CGT a soutenu financièrement cette grève longue et dure, elle n'a jamais soutenu de manière franche les aspirations et les revendications des travailleurs dans les colonies lorsque le colonialisme français était directement en cause.

C'est ainsi que le journal "Le Peuple" (organe de la CGT) qui publiait chaque semaine une rubrique des luttes dans les territoires d'Outre-Mer, n'a fait mention de cette grève que le 25 Mars 48 (toujours selon P. Pewitte) c'est-à-dire une fois que le travail a repris.

Au bout de plus de 5 mois de grève, la Régie a fini par céder sur une partie des revendications: 20% d'augmentation et acceptation du "cadre-unique" (bien que dans les faits, seule une minorité de cheminots bénéficient réellement du statut jusque-là réservé aux métropolitains).

Cette grève, même si elle n'a pas été totalement victorieuse, a tout de même été sentie et à juste titre comme une victoire, dans le sens où les travailleurs ont défendu leur dignité en tant que travailleurs et en tant qu'êtres humains à part entière face au colonialisme qui les humiliait. Elle a montré aussi la puissance que les travailleurs ont lorsqu'ils sont déterminés.

Malgré leur petit nombre, par rapport à l'ensemble de la population, les cheminots ont réussi à paralyser une grande partie de l'économie des colonies. Car le réseau des chemins de fer était vital pour acheminer toutes les marchandises, tous les produits, notamment l'arachide et le coton qui faisaient la richesse des capitalistes français.

Cette grève des cheminots a prouvé que la classe ouvrière, alors qu'elle était numériquement faible il y a 40 ans, peut aller très loin quand elle est décidée. Elle peut, quand elle prend conscience de sa force et quand elle est très bien organisée, immobiliser toute la production et attaquer les possédants là où ils sont le plus vulnérables.

Nos dirigeants politiques l'ont si bien compris que lorsque la France leur accorde l'indépendance, une des mesures qu'ils ont prises était de baillonner toute la population, d'interdire le peu de libertés politiques et syndicales que le colonialisme avait cédées.

Sékou Touré lui-même, qui était un ancien syndicaliste avant de devenir politicien et qui défendait à l'époque le syndicalisme africain indépendant, n'hésitera pas une seconde à inféoder les syndicats à son parti unique, une fois arrivé au pouvoir.

... / ...

Depuis les indépendances, partout la classe ouvrière a été muselée. Mais cela ne l'a pas empêchée et ne l'empêchera pas de lutter. Ce n'est pas par exemple la dictature d'Ould Daddah qui, en 1968, a empêché les mineurs de Zouérate de mener une grande lutte en Mauritanie.

Aujourd'hui, 40 ans après la grève des cheminots de l'AOF, la classe ouvrière est encore plus nombreuse en Afrique. La misère dans les campagnes amène chaque année des centaines de milliers de déracinés dans les grandes villes. Eh bien, tous ces travailleurs, tous ces pauvres sans emploi ou vivant de petits boulots, sont des millions aujourd'hui et constituent une force explosive.

Ces millions de prolétaires ont mille fois plus de possibilités que les quelques milliers de cheminots de 1947. Mais le problème, c'est d'abord qu'ils trouvent les moyens de s'organiser politiquement afin de prendre en main leurs intérêts et de lutter contre le système capitaliste qui les réduit à la misère.

*

*

*

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.